

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Forum Africa CEO: le Premier ministre rend compte au chef de l'État

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a reçu hier à son cabinet la "patronne de l'administration gabonaise", Rose-Christiane Ossouka Raponda. Lors de

cette audience, la Première ministre a dressé au chef de l'État le bilan de sa récente participation à l'Africa CEO Forum qui s'est tenu à Abidjan les 13 et 14 juin derniers. Un sommet pour lequel le numéro un gabonais l'avait mandatée. Une tâche qu'elle a d'ailleurs exécutée.



Photo: DR

Express...

SITUATION DE LA CNSS ET CNAMGS : MIKE JOCKTANE ACCUSE LE GOUVERNEMENT



Photo: DR

La "banqueroute" de la CNSS, ainsi que la situation de la CNAMGS et la Caisse des pensions et des prestations familiales des agents de l'État (CPPF) ne laissent pas insensible le président de "Gabon nouveau", Mike Jocktane. Non sans condamner la réaction du gouvernement lors du dernier sit-in des retraités. "Privilégiant, comme d'habitude, la violence au dialogue social, le gouvernement a dépêché les forces de police sur place afin de disperser les citoyens manifestant pacifiquement..." fustige-t-il. Ce dernier clame que: "La faillite est aux portes des trois caisses". Avant d'ajouter: "Il est évident que l'entière responsabilité politique de la faillite ou la cessation de paiements actuelle de la CNSS repose sur le gouvernement". "(...) Une restructuration de la CNSS ne sera durable que si le gouvernement honore ses engagements, revoit le Code du travail et relance véritablement l'économie, au-delà de simples slogans démagogiques", pense-t-il.

PRÉSIDENTIELLE 2023 : LE CANDIDAT DE L'UPN DANS LA COURSE



Photo: BOTOUNOU

Au fur et à mesure que 2023 approche, certaines écuries politiques se bousculent pour l'élection présidentielle au Gabon. C'est le cas de l'Union pour le progrès national (UPN) dont le candidat s'est prononcé le week-end écoulé. Dans une déclaration fleuve, Désiré Mounanga, c'est de lui qu'il s'agit, dit être motivé, pour briguer la Magistrature suprême auprès du peuple gabonais, qui selon lui est devenu le terrain de toute "expérimentation des fantasmes", occasionnant ainsi son déclin. Tant pour lui "le Gabon est considéré comme le marchepied de plusieurs peuples, voire, de plusieurs nations à travers le monde". Allusion faite par l'orateur, d'une société gabonaise en déliquescence, dont on "considère qu'il n'y a pas des hommes dans ce pays pour pouvoir relever le défi de l'économie, relever le défi de tout ce que nous voyons comme déchéance sociale". Et de marteler: "Nous disons à ce jour qu'il est temps que les Gabonais se lèvent".

YFI & CB

L'Africa CEO Forum était au centre de l'audience que le chef de l'État a accordée au Premier ministre, hier.

Durant lesdites assises, la locataire de l'immeuble du 2 décembre n'a pas manqué de vanter les mérites de la stratégie de développement économique et les nombreuses opportunités d'investissement via "Invest in Gabon", entendez par-là investir au Gabon. À noter que L'Africa CEO Forum est présenté comme étant le plus grand rendez-vous international du secteur privé africain. C'est donc dire les opportunités d'affaires et la coopération sud-sud à mettre à l'actif de ce sommet. Fondé en 2012, l'Africa CEO

Forum réunit chaque année les dirigeants des plus grandes entreprises africaines mais surtout des investisseurs internationaux. Par ailleurs, le Premier gabonais et son hôte se sont entretenus sur les récents sujets d'actualité domestique, notamment la pénurie en gazoil observée il y a quelques jours dans la région Centre-Sud. Occasion pour Rose-Christiane Ossouka Raponda d'indiquer au chef de l'État que le gouvernement n'a ménagé aucun effort pour un retour à la normale. Avant de lui faire part de cer-

taines contingences – parmi lesquelles "l'incapacité" de la Société gabonaise de raffinage (Sogara) à satisfaire désormais entièrement la demande nationale, au regard des difficultés auxquelles est confrontée cette société para-étatique — à l'origine des désagréments voire préjudices occasionnés. Pour pallier ladite situation, des mécanismes d'urgence ont été déployés par l'équipe de la cheffe du gouvernement. Des mécanismes consistant à réapprovisionner les villes concernées.

Miroir du gouvernement

Quid de la question foncière ?

À la lumière des événements survenus mercredi dernier, au quartier London, dans le 4e arrondissement de Libreville, entre la famille N'djimbi et sieur Imad Jaber Nzong, il serait plus que temps que le gouvernement se penche véritablement enfin, sur la problématique foncière et les mécanismes de délivrance des actes attestant de la propriété d'un individu sur un bien meuble ou immeuble dans notre pays. Car, pour peu qu'on regarde cette affaire avec lucidité et objectivité, l'on se rend bien compte qu'elle est symptomatique, à plus d'un titre, de nombreux dysfonctionnements entourant la vente des terrains au Gabon.

Depuis un certain temps, la puissance de l'argent semble avoir pris le pas sur le bon sens, la probité, l'honnêteté de nombreux agents publics. Tant et si bien que les "gens de peu", à tort ou à raison, ont le sentiment que la sécurité juridique en matière foncière dans notre pays n'est plus qu'une simple vue de l'esprit.

De fait, avancent-ils, pour peu que l'on soit puissant ou pauvre, l'on n'est plus logé à la même enseigne.

Dès lors, le gouvernement, doit-il laisser ce sentiment grandissant de défiance qu'éprouvent de nombreux citoyens vis-à-vis de la Conservation foncière, du fonctionnement de la justice et de l'Agence nationale de l'urbanisme et des travaux topographiques (ANUTTC) s'installer indéfiniment dans notre pays ?

À quand des états généraux sur le foncier au Gabon ? Comment comprendre qu'à l'ère des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la délivrance d'un titre foncier relève encore, chez nous, de la croix et de la bannière ? Jusqu'à quand va-t-on continuer à ternir l'image de la justice dans notre pays ?

Bref, tout ceci pour signifier que la question foncière mériterait d'être élevée au rang de priorité par les pouvoirs publics, en tenant compte des enjeux du moment et des exigences de transparence, d'efficacité, de justice. Au gouvernement de prendre ses responsabilités !

J.KOMBILE MOUSSAVOU